



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé-e de mission pôle « Réglementation, certification des comptes et contrôles externes »

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Coordination et Expertise européennes

N° appel à candidature : 20197	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel: 1	Cotation Groupe RIFSEEP: 4 si corps des attachés d'administration
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
	Localisation : MONTREUIL
Poste vacant Prise de fonction souhaitée dès que possible	12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel:

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et organisme intermédiaire dans le cadre du Fonds européen aux affaires maritimes et de la pêche (FEAMP) et Fonds européens d'aide aux plus démunis (FEAD).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique.
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données. Au



Liberté Égalité Fraternité



sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise européennes (U_CEE) pilote pour l'Etablissement les missions d'audit diligentées par les corps de contrôles externes ; apporte son expertise à l'égard de toutes les directions de l'Etablissement et de l'agence comptable dans la mise œuvre de la règlementation européenne relative aux aides agricoles et assure le suivi des travaux de certification des comptes.

L'U_CEE est composée de 2 pôles :

- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAMP et du FEAD
- Assurer la représentation de l'Etablissement dans le cadre du réseau des référents aides d'Etat/de minimis mis en place par le MAA.
- Assurer la relecture des décisions de gestion pour la mise en œuvre des dispositifs d'aide financés sur fonds nationaux en collaboration avec l'unité des affaires juridiques
- Répondre aux demandes d'interprétation règlementaire

Missions et activités principales :

- Assurer la diffusion et la mise à disposition des dossiers sélectionnés dans le cadre des audits
- Rassembler la documentation pertinente dans le domaine d'activité
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des enquêtes
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions de travail
- Renseigner les tableaux de suivi ou de synthèse des enquêtes
- Mettre à jour les référentiels relatifs au FEAD et au FEAMP
- Réaliser et tenir à jour le référentiel règlementaire des aides nationales relevant du secteur agricole et de la pêche
- Coordonner et piloter les travaux d'élaboration du rapport annuel sur les aides d'Etat en lien avec les services concernés de FranceAgriMer et le MAA et en binôme avec un autre agent du pôle créance de l'unité
- Diffuser l'information pertinente au sein de FranceAgrimer s'agissant des aides d'Etat/de minimis
- Valider la conformité des décisions de mise en place des dispositifs d'aide national au regard des régimes d'aides d'Etat
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne...)

En externe : Commission européenne (DG MARE, DG Emploi), Direction des pêches et des affaires maritimes (DPMA) du MAA, Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) du Ministère des solidarités et de la santé, Cour des comptes françaises, Cour des comptes de l'Union européenne, Commission Interministérielle de coordination des contrôles (CICC – Ministère des Finances)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier
 et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne matière de Fonds européen
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires
- Notions en matière d'audit

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Respect des délais et échéances
- Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels "





Diplôme – Expérience professionnelle				
Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée				
Contraintes du poste :				
Pas de contraintes particulières				
Poste clé ¹ :	Oui	Non ⊗		
Poste à caractère sensible ² :	Oui	Non ⊗		
Poste à privilèges ³ :	Oui	Non ⊗		

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire, benjamin.thywissen@franceagrimer.fr – Tél: 01.73.30.31.80

Laura SAUVAIN HOVNANIAN, cheffe de l'unité Coordination et Expertise européennes laura.sauvain-hovnanian@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.20.09

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilité@franceagrimer.fr – Tél.: 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche interentreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE: 25/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.